

## **Fonction publique: pas de ministère de plein exercice, s'inquiètent les syndicats**

17/05/2017 Dialogue et relations sociales - Marché du travail et emploi

PARIS, 17 mai 2017 (AFP) - Le sarkozyste Gérald Darmanin, nommé ministre de l'Action et des Comptes publics, pilotera les comptes publics (budget) et sociaux (comptes de la Sécu) ainsi que la Fonction publique et la Réforme de l'Etat.

Plusieurs syndicats de fonctionnaires se sont inquiétés de l'absence d'un ministère de plein exercice pour les 5,4 millions d'agents des trois fonctions publiques (Etat, territoriaux et hospitaliers), et surtout du lien entre action et comptes publics dans le portefeuille de Gérald Darmanin.

- Pour la CGT (1er), "en effaçant ainsi la Fonction publique, en la rattachant à un département ministériel qui en fera avant tout une variable budgétaire et en y nommant une personnalité fortement ancrée à droite", Emmanuel Macron et Edouard Philippe "indiquent clairement leur volonté de poursuivre et d'amplifier les nocives politiques d'austérité". "Même Nicolas Sarkozy n'avait pas franchi un tel cap", relève le syndicat face à l'absence de ministère de plein exercice.

- La CFDT (2ème): "Mais où est passée la Fonction publique ?", se demande le syndicat, qui "attend une réponse rapide à ses interrogations qui concernent plus de 5 millions de fonctionnaires et agents publics".

- L'Unsa (4ème) évoque "un mauvais signal donné aux agents" alors qu'ils représentent "un emploi sur cinq". "La réunion de l'action publique et des comptes publics dans un même ministère (...) renvoie à un passé (...) où la RGPP (dont la mesure phare était le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la Fonction publique d'Etat, ndlr) avait réduit la politique fonction publique à une gestion mécanique par les seuls coûts".

- La FSU (5ème mais 1er chez les enseignants) observe que "l'intitulé lie clairement l'action publique aux comptes publics", observe la FSU pour qui il "n'est pas acceptable de traiter des missions de services publics par le seul prisme budgétaire".

- Solidaires (6ème): "Quand l'on sait que M. Macron envisage de supprimer au cours de son mandat 120.000 postes de fonctionnaires (...) on comprend mieux ce rapprochement" entre action et comptes publics, écrit le syndicat qui craint que la fonction publique et ses agents servent de "variable d'ajustement pour l'équilibre des comptes de la nation".

sp/db/cam